

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 7 novembre 2024

DATE DE PUBLICATION : 8 novembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le quatorze novembre, à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD – Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – Mme RASAMOELY - Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW — Mme HENRY - M. OREN – Mme PATUREAU - M. RENOUF — M. TORRES – M. JOLIVET – M. FAURE - M. GUEDJ - Mme DURAND – M. BALABAN -

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- M. KHALID à M. RAMBAUD
- M. BA à Mme TORRES
- M. BARAY à Mme HEUGUES
- Mme BAYRAM à Mme PASCAUD
- M. TAVARES à M. DEMAUMONT
- M. TOUANE à Mme PHESOR
- Mme PERIERS à M. GUEDJ
- Mme LOISEAU à Mme MANAÏ-AHMADI

ABSENTS ET EXCUSES :

- Mme LAMA
- Mme PRIEUX

ABSENTS :

- Mme CAYOUX
- M. CHRISTODOULOU

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme TORRES

OBJET :
Attribution d'un complément de subvention à l'USC (Union Sportive Chalette)

OBJET :
Attribution d'un complément de subvention à l'USC (Union Sportive Chalette)

Directeur de secteur : VANDENBUSSCHE Lise

Service : Direction du pole SPC

Affaire suivie par : VANDENBUSSCHE Lise

M. Rambaud : Dans le cadre du développement des sections de l'U.S.C., l'UNION SPORTIVE CHALETTE sollicite un complément de subvention exceptionnelle à hauteur de 4000 €.

L'U.S.C. endosse depuis deux ans (début août 2021) le coût d'un apprentissage d'un jeune travailleur reconnu en situation d'handicap, dysphasique, (trouble du langage) reconnu en mars 2023.

Il a pour vocation de devenir éducateur sportif Handisport.

Licencié compétiteur à l'U.S. taekwondo depuis plus de 8 ans, il sera amené à intervenir au sein des autres clubs sportifs de l'U.S.C. afin d'étendre ses connaissances et ses capacités sportives.

Sa formation est axée sur une formation d'agent de développement, permettant de :

- Concevoir, coordonner et accompagner des projets de développement
- Compétitions nationales
- Augmentation du nombre de licenciés
- Développement des partenariats
- Gestion administrative et financière...

Une troisième année est nécessaire pour aboutir au diplôme.

Cette formation est primordiale dans un projet commun d'ouverture d'une section handisport (enfants/adultes) proposée aux chalettois et aux habitants de l'agglomération montargoise. Cette ouverture de future section est l'aboutissement de la formation de l'apprenti ; mais à ce jour l'U.S.C. est dans l'incapacité de le rémunérer.

L'U.S.C. sollicite dans ce cadre une aide financière à hauteur de 4000€ correspondant à la rémunération manquante à ce jour (668€/mois + charges sociales à hauteur de 20%).

Pour information complémentaire, les élus sollicitent l'U.S.C. sur de nombreux projets, le dynamisme que le club impulse sur la ville, (soirée handisport, journée contre le harcèlement scolaire, journée contre le cancer... l'U.S.) génère des dépenses liées à ces organisations (flyers, affiches, communication, boissons pour vente dont les recettes sont reversées à la lutte contre le cancer cette année, ...)

L'absence de subvention pour le fonctionnement de l'U.S.C. est problématique dans la gestion du club.

Au regard de la volonté de la municipalité de proposer une offre d'activités de qualité, il est proposé au conseil municipal de répondre positivement à la demande de l'UNION SPORTIVE CHALETTE.

LE CONSEIL MUNICIPAL,**ENTENDU** les explications du rapporteur ;**APRES EN AVOIR DELIBERE****APPROUVE** le versement d'un complément de subvention à l'USC dans le cadre du développement de ses sections.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	29	
Votes pour	29	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

*Le Maire, soussigné,*** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL**et le compte-rendu de la présente délibération ont**été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12**du CGCT,*** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte à compter du*** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de la date de sa publication.***Pour extrait certifié, conforme,****Le Maire,****Franck DEMAUMONT**LA 1^{ère} ADJOINTE**Mme Marie-Madeleine HEUGUES**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20241120-DEL_2024_1114-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/11/2024